

14 mars 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur la situation en Syrie et sur le budget de l'Union européenne, à Bruxelles le 14 mars 2013.

QUESTION : « Est-ce que la France pourrait livrer des armes aux rebelles syriens ? »

LE PRESIDENT : « La France considère qu'aujourd'hui, en Syrie, des armes sont livrées. Au régime de Bachar El ASSAD et notamment par les Russes. Nous, nous souhaitons que les Européens lèvent le embargo sur les armes. Non pas pour aller vers une guerre totale, nous pensons que la transition politique doit être la solution pour la Syrie. Mais, dès lors que nous devons faire pression et montrer que nous sommes prêts à soutenir l'opposition, alors nous devons aller jusque-là. C'est ce que je vais dire aussi à mes collègues européens et de ce point de vue, les Britanniques et les Français sont d'accord pour cette option.

La France doit d'abord convaincre ses partenaires européens parce que nous sommes liés les uns les autres. Mais nous devons aussi prendre nos responsabilités. On ne peut pas laisser un peuple se faire massacrer, comme il le fait aujourd'hui, par un régime qui a fait la démonstration que le pour le moment et je crois que c'est suffisamment clair il ne veut pas de discussion et de transition politique ».

QUESTION : « Dans quel délai allez-vous lever le embargo ? »

LE PRESIDENT : « Nous en parlerons avec les Européens. Mais, dorénavant et déjà, nous avons dit aux Britanniques et Français que nous étions prêts à lever le embargo.

QUESTION : Y a-t-il des divergences entre nos positions et celles des Britanniques ?

LE PRESIDENT : « Nous avons la même position là-dessus, parce que nous considérons qu'aujourd'hui il y a un peuple qui est en danger. Il y a près de 100 000 morts depuis le début du soulèvement. 100 000 morts en Syrie ! Alors nous devons dire à cette opposition quelle doit être la cohérence c'est ce que elle a fait.

J'ai été le premier chef d'Etat à reconnaître la légitimité de la Coalition nationale, c'est à dire de l'opposition syrienne, considérant qu'elle représentait le peuple syrien. Maintenant nous devons lui donner les moyens de obtenir enfin gain de cause, c'est-à-dire le départ de Bachar El ASSAD ».

QUESTION : « Une question sur le budget européen. Hier, le Parlement européen a rejeté les propositions du Conseil européen »

LE PRESIDENT : « Le Parlement européen a voté une résolution permettant qu'il y ait un dialogue qui s'engage entre le Conseil européen, qui a pris une position sur le cap financier pour les années qui viennent, et le Parlement européen qui, lui, veut avoir un certain nombre de conditions respectées une flexibilité totale dans l'utilisation des crédits et avoir aussi une clause de révision en cours d'exercice du cadre financier européen.

Je pense que c'est une bonne base pour que nous trouvions un accord entre le Parlement européen et le Conseil européen puisque c'est maintenant le Traité qui le exige. La France fera en sorte que nous puissions trouver ce compromis ».

QUESTION : « Est-ce que vous pensez convaincre vos partenaires ? Il faut être souple ? »

LE PRESIDENT : « Oui, la souplesse est nécessaire, si l'on veut que la croissance puisse être la priorité. Mais, en même temps, il y a des engagements qui ont été pris, une trajectoire qui doit être confirmée. C'est justement parce qu'il y a cet engagement qu'il peut y avoir de la souplesse. Parce que la seule priorité qui convienne aujourd'hui, au-delà des engagements budgétaires, c'est la croissance. Si il y avait trop de rigidité, il y aurait à ce moment-là trop de chômage. Merci. »